

**Syrie - Irak - Turquie - Entretien de
M. Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«TV5 Monde» - extraits
(Paris, 19 février 2017)**

(...)

Q - Bachar al-Assad ?

R - C'est une première étape de clarification. Nous n'avons pas abordé précisément ce point, mais comme nous sommes à quelques jours du début des négociations de Genève, il était important que les pays qui ont une approche similaire - la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis mais aussi les pays arabes et la Turquie - aient un échange. Ça a été une réunion tout à fait utile.

Q - Justement Monsieur le Ministre, qu'est-ce que vous attendez de ce prochain rendez-vous à Genève de la part des Américains, sur le dossier syrien effectivement. Il y a eu des discussions préliminaires à Astana, sous le parrainage des Turcs, des Iraniens et des Russes à Genève. Est-ce que vous vous attendez à ce que les Américains reviennent sur le devant de la scène ?

R - Nous souhaitons que les choses soient claires. J'ai dit un début de clarification sur le dossier syrien, mais il y a encore beaucoup de questions à régler. À Genève d'abord, comment cela va-t-il se passer ? J'ai discuté avec mon collègue russe Sergueï Lavrov et j'ai indiqué que la France avait travaillé pour que la délégation - qui représente l'opposition syrienne - soit la plus inclusive possible, c'est-à-dire qu'elle représente toutes les sensibilités de l'opposition. Avec le Haut conseil pour les négociations, qui a son siège à Riyad et qui est présidé par Riad Hijab, mais aussi les composantes des forces militaires, des groupes militaires qui devront être également représentés. Et puis, il était souhaitable que la plateforme de Moscou et la plateforme du Caire soient aussi représentées. Avec cette délégation large, inclusive, il y a un message qui est adressé, un message constructif, positif de la part de l'opposition.

De l'autre côté, il y aura une délégation du régime de Damas. Quelle sera son attitude ? Quel sera son état d'esprit ? J'ai dit à mes interlocuteurs, à tous ceux que j'ai rencontrés - y compris aux Russes - qu'il fallait faire pression - et je l'ai dit aussi à mon collègue iranien Zarif - sur le régime pour qu'il y ait une vraie négociation. Parce que ce que j'ai retenu de ce qui s'est passé la semaine dernière - l'interview de Bachar al-Assad à des médias français - c'est que le président syrien considère que toute l'opposition est constituée de terroristes. Alors, si d'un côté, vous avez les représentants du régime et de l'autre côté l'opposition avec toutes ses sensibilités qui sont tous des terroristes, comment voulez-vous qu'il y ait des discussions ? Nous attendons que le groupe des pays qui ont la même approche que j'ai évoquée tout à

l'heure, ainsi que les Russes mais aussi les Iraniens fassent pression sur le régime pour qu'il y ait une vraie négociation en vue d'une transition politique dans le cadre de la résolution du conseil de sécurité des Nations unies, la résolution 2254.

Q - Alors Monsieur le Ministre, quels moyens de pression avons-nous sur ceux qui peuvent faire pression, à savoir les Russes et les Iraniens, parce qu'aujourd'hui militairement, l'opposition est quand même quasiment hors-jeu. Les Russes et les Iraniens ont la main totalement sur le terrain. Quels moyens de pression avons-nous pour obliger les Russes et les Iraniens à faire pression sur le régime pour qu'il fasse des concessions ?

R - Le moyen de pression pour moi le plus efficace, c'est la clarté de ceux qui sont favorables à une transition politique en Syrie, dans le respect encore une fois d'une décision unanime du conseil de sécurité des Nations unies que je viens de rappeler. Et puis nous sommes - la France et les États-Unis notamment - engagés dans une coalition contre Daech, contre le terrorisme. Et j'ai expliqué à mes interlocuteurs que si nous voulions être efficaces dans cette lutte contre le terrorisme, il ne fallait pas faire l'impasse sur la nécessaire transition politique en Syrie, car cela serait une victoire à la Pyrrhus. On voit bien que plus la lutte est brutale - pas seulement contre Daech et al-Nosra - en Syrie de la part du régime mais aussi des Iraniens et des Russes, plus, en même temps, l'opposition est aussi attaquée et cela conduit à une radicalisation.

Le terrorisme ne sera pas vaincu par la seule voie militaire ; il ne peut l'être que par la voie d'une transition politique. Et j'ai ajouté également dans la discussion avec mes interlocuteurs - et pas seulement américains - qu'il y avait la question de Raqqa. Nous sommes engagés dans la coalition internationale contre Daech en Irak et nous soutenons le gouvernement irakien et l'armée nationale irakienne pour vaincre Daech à Mossoul, qui est son sanctuaire. Nous allons y parvenir même si ce sera long et coûteux, il faut en être conscient. Mais après, il y a un autre objectif qu'il ne faut pas tarder à mettre sur la table, c'est Raqqa, et je l'ai dit aussi aux Américains.

Le 20 mars prochain, il y aura une réunion de la coalition internationale contre Daech à Washington et je m'y rendrai. Je souhaite que, d'ici là, pour la question de Raqqa - de cet autre sanctuaire de Daech qui organise des attentats dans la région et qui organise des attentats partout et notamment en France -, nous nous donnions les moyens de le faire tomber. Et cela veut dire une vraie discussion politique avec les Américains, mais aussi avec les Turcs et avec les autres partenaires de la coalition. Il y a une urgence, on ne peut pas laisser cette situation. La situation en Syrie reste extrêmement chaotique, extrêmement violente, extrêmement dangereuse.

Q - Il y a une partie au conflit aussi dont on n'entend plus trop parler, ce sont les Kurdes qui sont quand même sur le terrain très bien positionnés, justement pas loin de Raqqa non plus. Que devrait-il se passer ? Estimez-vous qu'il soit normal qu'ils soient totalement en marge maintenant des discussions qui se tiennent ?

R - Il ne peut pas y avoir de solution durable sur l'avenir de la Syrie si d'abord il n'y a pas, dans le cadre de la résolution 2254, les conditions d'une transition politique, de la gouvernance, la préparation d'une constitution et puis l'organisation d'élections. C'est, en quelque sorte, la feuille de route sur laquelle on doit travailler. J'ai vérifié avec mon collègue russe qui est

d'accord pour faire référence à cela. Après on va voir comment cela se passe. Il est évident - je l'ai dit à tous mes interlocuteurs et aux Turcs notamment - que la future Syrie doit rester unitaire, il ne s'agit pas de laisser faire une partition de la Syrie, ce ne serait pas acceptable.

En même temps, il faut que cette Syrie soit inclusive, que toutes les composantes de la société - pas seulement la minorité chiite alaouite qui dirige le pays avec le régime de Damas, mais aussi les sunnites, les chrétiens et les Kurdes - doivent trouver une place. Et j'ai souhaité que dans les négociations de Genève, les Kurdes puissent aussi trouver une place, sinon il n'y aura pas de paix durable.

Q - À cet égard, les Russes ont proposé - après la réunion d'Astana - aux gens de l'opposition à Moscou un projet de constitution qui est quasiment la Suisse. Ils prévoient, notamment, une décentralisation mais, pour le moment, l'opposition et certains des pays qui la soutiennent - comme les Turcs - ont refusé. Quelle est la position de la France par rapport à ce projet ? Ou est-ce est mettre la charrue avant les boeufs que de faire ce projet de constitution ?

R - Le ministre russe m'a parlé de cette initiative russe. Il a parlé de non-papier dans lequel un projet de constitution est mis sur la table. Il a même ajouté «ce n'est pas à prendre ou à laisser». J'ai répondu «pourquoi pas». Mais c'est l'affaire des gens qui seront autour de la table, c'est-à-dire de l'opposition et des représentants du régime puisque c'est à l'ordre du jour, c'est le deuxième chapitre de la résolution 2254. Il faudra bien parler d'un projet de constitution, avec ou non ce projet russe.

Ce qui compte c'est d'avancer mais nous, nous ne devons pas baisser les bras. Et c'est vrai qu'aujourd'hui, on est loin du compte. Je ne veux pas parler d'optimisme ou de pessimisme, mais il y a encore un cessez-le-feu qui est loin d'être respecté sur le terrain - c'était l'objet des rencontres d'Astana. Maintenant il y a une date qui a été fixée, bien qu'elle ait été reportée à plusieurs reprises, pour qu'il y ait une reprise des pourparlers à Genève...

Q - Y a-t-il le moindre calendrier pour l'instant ? Est-ce qu'il y a un agenda ?

R - L'agenda c'est d'abord la reprise des discussions à Genève le 23 février. Cela va être le test et c'est la semaine prochaine. Est-ce que les gens qui seront face à face accepteront de se parler ou non ? Nous, nous faisons pression en particulier sur ceux qui sont belligérants sur le terrain mais nous ne sommes pas belligérants. Les belligérants c'est bien sûr le régime, avec une armée très faible, et s'il n'y a pas les soutiens russe et iranien, Bachar al-Assad et son armée seraient tombés. C'est sur les Russes et les Iraniens que nous faisons pression et nous avons là-dessus une approche tout à fait commune avec les pays qui se sont réunis vendredi matin à Bonn. (...)/.